

Montréal : une locomotive à remettre sur les rails

English

NOUVELLES FOURNIES PAR
Nov 10, 2014, 13:40 ET

Quand Montréal se porte bien, c'est tout le Québec qui s'enrichit

MONTRÉAL, le 10 nov. 2014 /CNW/ - Montréal est-elle un boulet ou une locomotive pour le Québec? Dans une étude publiée aujourd'hui, l'Institut du Québec (IdQ) répond à cette question de manière limpide et incontestable : Montréal est une puissante locomotive, mais sa performance laisse à désirer et c'est tout le Québec qui en souffre.

L'étude intitulée *Montréal : boulet ou locomotive?* démontre dans un premier temps que la contribution économique de Montréal à l'économie du Québec dépasse son poids démographique. Pour l'année 2013, avec 49 % de la population du Québec, la région métropolitaine de Montréal a contribué à plus de 53 % du PIB du Québec, de même qu'à plus de 50 % des impôts personnels payés, 75 % des brevets et 53 % des investissements étrangers directs.

Par ailleurs, l'étude de l'IdQ fait la démonstration statistique qu'au-delà de cette contribution, la performance économique de Montréal « tire » celle du reste du Québec, qui se trouve ainsi à rattraper la région montréalaise au fil du temps. C'est l'« effet locomotive » qu'exerce la métropole québécoise sur les autres régions.

La région métropolitaine de Montréal fait toutefois piètre figure quand on la compare aux autres régions urbaines du Canada au chapitre de la croissance économique et démographique, du chômage, du revenu par habitant et du pourcentage de diplômés. Si

Montréal avait connu une croissance économique équivalente à la moyenne canadienne au cours des 25 dernières années, l'économie du Québec serait beaucoup plus vigoureuse, même en dehors des régions métropolitaines, où le PIB par habitant serait plus élevé de 2 780 \$.

« Cette étude contient une bonne et une mauvaise nouvelle, et elle se conclut par la nécessité de changer de paradigme, explique Raymond Bachand, président de l'IdQ. L'analyse démontre que la région de Montréal est un atout extraordinaire pour le Québec - avec l'effet locomotive le plus puissant au Canada après la région de Calgary. Par contre, les chiffres démontrent que Montréal est en queue de peloton pour plusieurs indicateurs de santé économique essentiels. Il faut donc effectuer un virage pour permettre à Montréal de jouer correctement son rôle, et ce virage commence par la fin des politiques mur-à-mur qui soutiennent tout et tout le monde indifféremment, sans considération pour l'importance relative des secteurs et les priorités économiques du Québec. »

Concrètement, l'étude suggère au gouvernement du Québec :

- de reconnaître le rôle unique de la métropole et d'élaborer des politiques en conséquence;
- de renoncer à l'automatisme du «mur-à-mur», principalement dans les programmes de développement économique, tant dans le cadre des compressions que de la mise en œuvre de nouveaux programmes;
- de considérer la région métropolitaine de recensement de Montréal comme une entité intégrée plutôt qu'un assemblage de régions administratives, notamment en ce qui concerne la présentation de données économiques et l'élaboration de politiques de développement;
- d'adopter une stratégie qui privilégie l'intérêt économique supérieur du Québec en identifiant certains secteurs prioritaires et en évitant un saupoudrage généralisé des aides publiques.

Rappelant que Montréal ne peut réalistement pas s'attendre à obtenir davantage de fonds de Québec en période de compressions budgétaires, l'étude dévoilée aujourd'hui propose à la métropole :

- de resserrer sa gestion des fonds publics;
- de prioriser les investissements dans les infrastructures névralgiques;
- d'adopter une stratégie de développement qui identifie certains secteurs prioritaires vers lesquels seront principalement dirigées les aides publiques.

« Dans le contexte actuel de redressement des finances publiques, l'aide aux entreprises devra être gérée de manière plus rigoureuse. Cela implique de diriger les ressources vers des besoins stratégiques ciblés plutôt que de faire du saupoudrage généralisé, et aussi d'administrer les fonds publics de manière plus productive. Nous croyons que c'est absolument possible », affirme Robert Gagné, directeur de la recherche de l'IdQ.

« Au-delà des aspects strictement économiques, l'étude d'aujourd'hui contient aussi un message politique important : la région de Montréal et le reste du Québec ne sont pas prisonniers d'un jeu à somme nulle. Quand Montréal se porte bien, c'est tout le Québec qui s'enrichit. C'est très positif. Les élus et dirigeants de la région de Montréal et ceux du reste du Québec ont donc tout intérêt à unir leurs forces pour favoriser l'avancement de tous les Québécois, ajoute Mia Homsy, directrice de l'IdQ. Le constat est implacable et l'analyse est rigoureuse. Le temps est venu de passer à l'action. »

La version intégrale de l'étude est accessible sur le site web de l'Institut du Québec au www.institutduquebec.ca.

À propos de l'Institut du Québec

Issu d'un partenariat entre le Conference Board du Canada et HEC Montréal, l'Institut du Québec axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

www.institutduquebec.ca

twitter.com/InstitutduQC

facebook.com/InstitutduQuebec

SOURCE : Institut du Québec

Renseignements: Julie Lajoie, conseillère en relations avec les médias, HEC Montréal, Bureau :
514 340-7320 ou cellulaire : 438 823-1328 ou julie.lajoie@hec.ca